

Eupen-Malmedy 1918-1945: le temps des déchirures¹

I. Introduction

Le 31 mars 1944, Henri Bragard meurt au camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen². Ce sort, il le partage avec 61 autres ressortissants de la région Eupen-Malmedy, morts dans un camp ou fusillés comme membres de la Résistance.

A la même époque – la Seconde Guerre mondiale –, 8 700 jeunes hommes de la même région combattent dans les rangs de la Wehrmacht, 3 400 parmi eux ne reviendront pas.

Toujours à la même époque et toujours dans la même région, 7 000 hommes et femmes sont membres du *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (NSDAP), le même nombre de personnes appartient à l'une des sous-organisations du parti, telle que le *Nationalsozialistisches Kraftfahrkorps* (NSKK) ou les Jeunesses hitlériennes.

A la fin de la guerre, 2,41% de la population sont condamnés pour incivisme, quatre fois plus qu'à l'intérieur du pays.

Ces quelques données chiffrées reflètent sobrement un passé qui, plus de six décennies plus tard, n'est pas encore toujours affronté sereinement. L'appréhension de la personnalité de Bragard en témoigne.

Le sort d'Eupen-Malmedy et de ses habitants est le résultat d'un nationalisme exacerbé, allemand surtout, mais aussi belge. C'est aussi le résultat de la faiblesse et de la fragilité de la démocratie.

L'objectif de cette contribution réside dès lors dans le regard distancié et critique porté sur la déchirure qui divisait alors une région, une population, des villes, des villages et même des familles³.

Parmi les territoires que l'Allemagne dut céder à la Belgique après la Première Guerre mondiale, le canton de Malmedy joue un rôle spécial. En effet, ce canton était bilingue, voire

¹ Ce texte repose sur une communication faite dans le cadre de la journée « Henri Bragard », organisée par la SLLW et le « Royal Club Wallon de la Wallonie malmédienne » le 17 mai 2008. Le contenu de la communication a été revu, complété et pourvu de notes en vue de la publication. Je remercie Mme Renée Boulangier-Sedyn pour son enthousiasme lors de l'organisation de cette journée et nos échanges d'idées et M. Jean-François Triolet pour ses commentaires et suggestions.

² *Totenschein* [acte de décès] du Camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen (Archives privées).

³ Sur l'histoire de la région d'Eupen-Malmedy, particulièrement sur l'actuelle Communauté germanophone de Belgique, voir en langue française : A. MINKE, « Des "frères retrouvés" aux "germanophones de Belgique" », dans *Cahiers de Clio*, 1992, p. 69-80; ID., « La Communauté germanophone : l'évolution d'une terre d'entre d'eux », dans <wallonie-en-ligne.net/Wallonie_Politique/1995-CIFE_Wallonie-Region_Europe/1995_CIFE09_Minke_Alfred.htm> (1995) [18.05.2008]; C. LEJEUNE, *La Communauté germanophone de Belgique. Pont ou fossé entre la Belgique et l'Allemagne ?*, Bibliothèque ouverte, Faculté de Philosophie et Lettres, ULg, 1992, 14 p. ; C. BRÜLL, « Un passé mouvementé : l'histoire de la Communauté germanophone de Belgique », dans K. STANGHERLIN (éd.), *La Communauté germanophone de Belgique – Die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens*, Bruxelles, 2005, p. 17-47. Ce dernier travail constitue une tentative de synthèse de la recherche la plus récente et contient, de ce fait, de nombreuses orientations bibliographiques.

trilingue. Deux tiers de sa population étaient francophones (ou wallonophones). De ce fait, la situation semblait être quelque peu différente des deux autres cantons néo-belges, Eupen et Saint-Vith, tous deux germanophones.

Ce texte se propose de retracer l'histoire politique et sociale des trois cantons pendant les années qui menèrent de la fin de la Grande Guerre à celle de la Seconde Guerre mondiale, tout en accordant une attention particulière à la situation de Malmedy.

II. L'héritage prussien

La décision du congrès de Vienne de 1815 de rattacher les cantons de Saint-Vith, Eupen et Malmedy à la Prusse changea complètement la situation politique et administrative dans cette région. Ne tenant compte ni des sentiments d'appartenance politiques (Eupen et Saint-Vith) ni de la situation linguistique (Malmedy), ces décisions s'inscrivirent dans la restauration du pouvoir souhaitée par les grandes puissances après la fin des guerres napoléoniennes.

Dans la région malmédienne, il semble que la population se soit accommodé relativement vite de l'intégration dans la Province Rhénane de la Prusse et dans le *Regierungsbezirk* [arrondissement] d'Aix-la-Chapelle. L'usage de la langue française était toléré dans l'administration, même s'il n'y eut jamais de confirmation officielle. Le Roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV déclara lors de sa dernière visite dans la région : « Je suis fier d'avoir dans ma monarchie un petit pays, où l'on parle français ⁴. » Cependant, après la création de l'Empire allemand, l'on s'aggrava la situation de la langue française à Malmedy et celle de la religion catholique (essentielle si l'on veut comprendre la mentalité de la population). La nouvelle législation ne tolérait plus que l'allemand comme langue officielle en Prusse (1876). Certes, ces lois et le *Kulturkampf* ne puisaient pas leurs justifications dans la petite région de Malmedy, mais dans les régions de langue polonaise ou danoise de la Prusse, dont on souhaitait calmer les ardeurs indépendantistes⁵, mais la minorité romane de Malmedy en subit les répercussions.

Les attaques contre le clergé qui jouait un rôle essentiel dans la défense de la langue wallonne et contre l'enseignement de la langue française dans les écoles du *Kreis* [cercle ; entité administrative allemande qui rassemblait plusieurs communes] de Malmedy étaient perçus par les Malmédiens comme une « germanisation à outrance ». Il en résulta la création

⁴ Cité d'après : A. MINKE, « Eine schwierige Integration », dans Groupe de Recherche et d'Etudes sur la Communication culturelle (éd.), *Grenzland seit Menschengedenken*, Biblio-Cassette 2 : *Abhängigkeit*, Eupen, 1990, n° 58.

⁵ K. PABST, « Die preußischen Wallonen – eine staatsstreue Minderheit im Westen », dans H. H. HAHN et P. KUNZE (éds.), *Nationale Minderheiten und staatliche Minderheitenpolitik in Deutschland im 19. Jahrhundert*, Berlin, 1999, p. 71-79, ici : p. 76-77.

d'associations de défense du français (e.a. comme langue administrative) et du wallon dont le « Club Wallon » fondé en 1898. La plus grande partie de la population partageait le point de vue de l'abbé Nicolas Pietkin dont l'ouvrage « La Germanisation de la Wallonie prussienne » (Bruxelles, 1904) connut un succès important. Pietkin rêvait d'une « petite patrie wallonne dans la grande patrie prussienne ». D'autres, comme l'abbé Joseph Bastin et l'écrivain Henri Bragard, allaient plus loin – l'engagement de celui-ci dans l'Assemblée wallonne en témoigne. Ils revendiquèrent l'intégration de la région de Malmedy à la Belgique⁶. Cette fraction restait cependant largement minoritaire. En général, le sentiment d'appartenance à l'Empire allemand et l'attachement à la monarchie des Hohenzollern n'étaient pas remis en question⁷.

En août 1914, au début de la Première Guerre mondiale, les sentiments étaient plus mitigés dans les cercles d'Eupen et de Malmedy. Si les manifestations de patriotisme et la rhétorique de guerre dans la presse étaient bien réelles, le conflit suscitait également des craintes. Les liens sociaux et les liens de parenté ne s'arrêtaient pas à la frontière, et plus d'une famille avait des contacts fréquents avec la population frontalière belge⁸. D'autre part, la psychose des prétendus « francs-tireurs » toucha également la population eupénoise et mena à des invectives anti-belges⁹.

Quatre ans plus tard, en 1918, le bilan était lourd. 1800 habitants étaient tombés au champ d'honneur ou portés disparus. La défaite allemande fut accueillie dans les cercles « avec un sentiment de stupeur incrédule et de résignation, renforcés encore par les pertes humaines relativement lourdes et les privations, conséquences d'une économie de guerre¹⁰. » En outre, plus de 100 ans après le Congrès de Vienne, la région redevint l'objet d'une conférence de la paix.

III. Des « frères retrouvés » ? Les revendications territoriales belges et le traité de Versailles

A la fin du XIX^e siècle, l'historien Henri Pirenne développait le concept de la « civilisation belge » et fixait ainsi les conditions de l'existence historiques de l'Etat belge. Dans une telle vision, tous les territoires ayant appartenu, à un moment de l'histoire à une entité, incluse dans la Belgique depuis 1830, devraient redevenir belges. À la frontière belgo-allemande, les

⁶ Idem, p. 78. Voir aussi: F. BALACE, « Un enfantement dans la douleur (1914-1950) », dans B. DEMOULIN et J.-L. KUPPER (éds.), *Histoire de la Wallonie. De la préhistoire au XXI^e siècle*, Toulouse, 2004, p. 282-283.

⁷ S. SCHARTE, *Nationalismus und Alltag an der deutsch-belgischen Grenze 1815-1920*, Université de Münster, 2008 (Diss. Phil.).

⁸ Cf. H. RULAND, « *Zum Segen für uns alle* ». *Obrigkeit, Arbeiterinnen und Arbeiter im deutsch-belgischen Grenzland (1871-1914)*, Eupen, 2000.

⁹ C. BRÜLL, « Un passé mouvementé... », p. 23.

¹⁰ A. MINKE, « Des frères retrouvés... », p. 69.

localités ayant appartenu aux duchés de Limbourg et de Luxembourg ainsi qu'à la principauté abbatiale de Stavelot-Malmedy, furent particulièrement concernées. La Wallonie prussienne, surtout, frappa les imaginations et, en 1910, le *Journal des Tribunaux* la qualifia de « notre Alsace-Lorraine » où se trouveraient des « frères de race et de langue, exilés et emprisonnés en Prusse¹¹. »

Avant 1914, ces projets d'agrandissements territoriaux, ces « rêves d'une grande Belgique » constituaient des projets d'une élite francophone. L'équilibre géopolitique de l'Europe n'aurait jamais permis leur réalisation. La Grande Guerre changea la donne. La Belgique se rendit compte de sa faiblesse stratégique et une riche littérature annexionniste vit le jour. Le représentant le plus connu de ces projets était Pierre Nothomb qui déclara en 1915 : « Les Belges en exil regardent les vieilles cartes [...]. Elles représentent un moment des siècles enfuis, peut-être aussi une formule d'une paix future. L'ère des possibilités nouvelles s'est ouverte. [...] Elles ravivent en nous le souvenir douloureux de nos frères séparés, des milliers de Belges devenus Prussiens à la suite de décisions arbitraires. Elles guident nos pensées sur les chemins de l'est. Elles nous rappellent le temps, pas bien lointain après tout, où nous dominions le pays du Rhin, sinon le Rhin lui-même. » Dans un mémorandum secret, Nothomb présenta ses revendications au gouvernement belge. Selon lui, la Belgique devait comprendre les embouchures de l'Escaut, le Limbourg néerlandais, le Grand-Duché de Luxembourg et les territoires prussiens de Eupen, Malmedy et Saint-Vith, ainsi que Neuerburg, Bitburg et Dudeldorf¹². En décembre 1918, il fonda le *Comité de Politique Nationale* (CPN) qui récolta les signatures de 275.000 Belges – parmi eux Henri Pirenne et le lieutenant-général Herman Baltia¹³.

Le gouvernement belge adopta pratiquement la vision de Nothomb considérant la frontière de 1815 comme inadéquate et présentant la Belgique comme l'héritière des duchés de l'Ancien Régime. Les milieux annexionnistes exigèrent que la délégation belge garde une

¹¹ *Journal des Tribunaux*, 20.11.1910, col. 1178-1181.

¹² F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren. Materialien zur Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens. Einführung*, Eupen, 1996, p. 7; K. PABST, « Eupen-Malmedy in der belgischen Regierungs- und Parteienpolitik 1914-1940 », dans *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. 76, 1964, édition spéciale, p. 232-246; C. LEJEUNE, « “Des Deutschtums fernster Westen”. Eupen-Malmedy, die deutschen Dialekt redenden Gemeinden um Arlon und Montzen und die „Westforschung” », dans B. DIETZ e.a. (éds.), *Griff nach dem Westen. Die „Westforschung“ der völkisch-nationalen Wissenschaften zum nordwesteuropäischen Raum (1919-1960)*, t.1, Münster, 2003, p. 496-497; R. DEVLEESHOUWER, « L'opinion publique et les revendications territoriales belges à la fin de la Première Guerre mondiale 1918-1919 », dans *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, 1968, p. 207-238.

¹³ J. BEAUFAYS, « Aspects du nationalisme belge au lendemain de la Grande Guerre », dans *Annales de la Faculté de Droit de Liège*, 1971, p. 105-174 ; F. BALACE e.a. (éds.), *Pierre Nothomb et le nationalisme belge de 1914 à 1930*, Arlon, 1980.

attitude ferme à la conférence de la paix qui allait s'ouvrir dans les mois suivant la fin des hostilités.

L'invasion de la Belgique neutre en août 1914 et la résistance acharnée des troupes belges derrière l'Yser avaient favorisé la montée de l'image d'une « nation martyre ». De ce fait, les plans belges de réparations jouirent d'une certaine compréhension dans les milieux internationaux. Le Conseil Suprême des Alliés décida alors de la création d'une commission pour les Affaires belges. Les deux pays concernés, la Belgique et l'Allemagne, n'y étaient pas représentés, mais le président de la commission, le Français André Tardieu, s'avéra être un défenseur convaincu des intérêts territoriaux belges.

La délégation belge, menée par Paul Hymans, Emile Vandervelde et Jules van den Heuvel, dut cependant vite déchanter. Il n'était pas question de donner des territoires néerlandais ou luxembourgeois à la Belgique. Dès lors, les revendications se concentrèrent sur la « désannexion » de certains territoires prussiens, justifiées par les « droits historiques », déjà évoqués, et par des raisons économiques. La seule exigence qui fut acceptée sans discussions fut le rattachement de Moresnet-Neutre (aujourd'hui La Calamine), territoire jusqu'alors cogéré par la Prusse et la Belgique. Au bout du compte et après d'âpres discussions, la conférence décida de rattacher à la Belgique les cercles allemands d'Eupen et de Malmedy. La « désannexion » de Malmedy fut justifiée par son caractère wallon, Tardieu pouvant également se référer à différentes pétitions émanant notamment des fabricants Lang et Steinbach qui espéraient en retirer des avantages économiques ou encore – à l'initiative d'Henri Bragard – du conseil communal de Malmedy (10 membres sur 16). Une résolution du *Kreistag* [assemblée des représentants d'un cercle] de Malmedy dans laquelle 14 des 24 membres marquèrent leur volonté de rester Allemands et une pétition similaire signée par 8 330 habitants du cercle ne parvinrent jamais à la conférence. Une pétition de la ville d'Eupen, signée par 4 000 personnes en quatre heures, connut le même sort. L'intégration du cercle d'Eupen fut soutenue par une argumentation économique : des demandes de réparations et les liens très étroits avec Moresnet-Neutre¹⁴.

Lorsque le traité de Versailles fut signé le 28 juin 1919, il comportait trois articles concernant le rattachement des cercles d'Eupen et Malmedy. Dans l'article 34, l'Allemagne « renonce en outre en faveur de la Belgique à tous les droits et titres sur le territoire comprenant l'ensemble des cercles (*Kreise*) d'Eupen et de Malmedy ». Pour garder l'apparence du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, il fut stipulé que les habitants allaient pouvoir protester par écrit contre cette décision ; un plébiscite secret n'était pas prévu.

¹⁴ K. PABST, « Eupen-Malmedy... », pp. 250-263 ; F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, p. 8.

Formellement, jusqu'à l'entrée en vigueur des clauses du traité de Versailles le 10 janvier 1920, le territoire restait sous souveraineté allemande¹⁵.

IV. Le gouvernement Eupen-Malmedy

La présence belge dans les territoires d'Eupen-Malmedy débuta par l'accréditation à Malmedy d'une mission militaire belge auprès du commandant britannique, au mois d'avril 1919. En août 1919, des troupes belges entrèrent dans les deux cercles. Le signe était clair, cette présence marquait la volonté belge d'éviter toute manifestation hostile¹⁶.

Le parlement vota une loi-cadre concernant « le gouvernement des territoires rattachés à la Belgique par le traité du 28 juin » le 15 septembre 1919. On y prévoyait l'installation d'un gouvernement de transition ayant pour but de faciliter l'intégration définitive des « frères retrouvés » dans l'Etat belge. A la tête de ce gouvernement d'Eupen-Malmedy on nomma le lieutenant-général Herman Baltia (1863-1935) qui exerça la fonction de Haut Commissaire à partir du 10 janvier 1920. Les compétences de Baltia étaient très importantes puisqu'il exerçait les pouvoirs exécutif et législatif. Les seuls moyens de contrôle du parlement étaient le vote du budget annuel pour le gouvernement d'Eupen-Malmedy et la possibilité de voter des lois sans tenir compte de l'avis du Haut Commissaire. Rien ne reflète mieux la philosophie du gouvernement bruxellois qu'une lettre que le Premier ministre Léon Delacroix adressa à Baltia : « Prenez soin que tout marche sans problème et que les coûts restent raisonnables. Vous serez comme le gouverneur d'une colonie qui est directement en contact avec la métropole¹⁷. »

Si l'on peut reconnaître à Baltia une volonté de respecter les particularités linguistiques de la région, on doit cependant décrire son régime comme « autoritaire, voire paternaliste.¹⁸ » e premier acte du Haut Commissaire fut la publication d'une proclamation dans laquelle il garantissait le respect de la langue allemande, de la religion et de l'enseignement public. L'enlèvement du monument commémorant la guerre de 1870/1871 à Malmedy, sa ville de résidence, fut un des premiers gestes symboliques de Baltia. De même, la censure de la presse – latente, non pas officielle –, pratiquée jusqu'en 1925, empêchait un discours public sur les

¹⁵ La fixation de la frontière définitive entre Belgique et Allemagne ne fut décidée qu'en 1922 par une commission interalliée. Le tracé frontalier connut différentes modifications sur base bilatérale (1935).

¹⁶ H. DOEPGEN, *Die Abtretung des Gebietes Eupen-Malmedy an Belgien im Jahr 1920*, Bonn, 1966, pp. 98-101.

¹⁷ F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, p. 9.

¹⁸ A. MINKE, « La Communauté germanophone... »

conséquences de la Première Guerre mondiale et du traité de Versailles¹⁹. On pourrait même parler d'une amnésie ordonnée²⁰.

Au niveau administratif, le nombre de communes passa de 24 à 30 et les trois cantons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith formèrent un arrondissement provisoire. Par contre, au niveau judiciaire, le territoire fut immédiatement rattaché à l'arrondissement de Verviers²¹. Les bourgmestres et fonctionnaires qui prêtèrent le serment de fidélité à la Constitution belge et firent la preuve de leur loyauté furent maintenus en place²².

Dans le domaine économique, le rattachement à la Belgique posait de nombreux problèmes à l'industrie drapière d'Eupen. La perte de l'espace commercial allemand fut néanmoins amortie par une décision du gouvernement allemand exemptant l'importation de produits d'Eupen-Malmedy de droits de douane pendant cinq ans. La proclamation du Haut Commissaire prévoyait la garantie suivante : « Les relations commerciales avec l'Allemagne peuvent continuer sans obstacles, tant que les obligations mutuelles ne sont pas réglées. De plus, des mesures seront prises en vue de respecter les droits acquis pendant la phase de transition ».

Sur le plan religieux on ne saurait trop insister sur l'importance de l'église catholique pour les habitants de *Neubelgien* [Nouvelle Belgique]. Pour permettre le transfert du diocèse d'Aix-la-Chapelle à celui de Liège, on créa en 1921 le diocèse d'Eupen-Malmedy, à la tête duquel se trouvait l'évêque de Liège, Mgr Rutten. Ce diocèse ne fut cependant qu'un épisode, qui prit fin en 1925²³.

La loi d'intégration votée le 6 mars 1925 mit fin au gouvernement d'Eupen-Malmedy. Avec l'entrée en vigueur de certaines stipulations législatives, les « frères retrouvés » devinrent des citoyens belges à part entière le 1^{er} janvier 1926.

Avant de considérer la suite, il convient de faire un pas en arrière et de s'intéresser à la consultation populaire prévue par le traité de Versailles.

¹⁹ H. CHRISTMANN, *Presse und gesellschaftliche Kommunikation in Eupen-Malmedy zwischen den beiden Weltkriegen*, München, 1974, pp. 68-80.

²⁰ A. FICKERS, « Gedächtnisopfer. Erinnern und Vergessen in der Vergangenheitspolitik der deutschsprachigen Belgier im 20. Jahrhundert », dans *Zeitenblicke*, 3 (2004), n°1, <<http://zeitenblicke.historicum.net/2004/01/fickers>>, 15 [10.09.2008]. Version française (moins complète) chez ID., « De la "Sibérie de la Prusse" aux "cantons rédimés". L'ombre diffuse de la Première Guerre mondiale dans la mémoire collective des Belges germanophones », dans S. JAUMAIN e.a. (éds.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de recherche*, Bruxelles, 2005, pp. 615-633.

²¹ F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, p. 9.

²² A. MINKE, « Frères retrouvés... », p. 72.

²³ K. PABST, « Zwischenspiel : Das Bistum Eupen und Malmedy` 1921-1925 », in: *Lebensraum Bistum Aachen*, Aachen, 1982, pp. 26-62. Cet épisode a valu à Malmedy sa cathédrale. L'appellation a été conservée pour l'église paroissiale.

V. Le referendum : la « petite farce » belge²⁴

L'article 34 du traité de Versailles chargeait la Belgique de l'organisation de cette consultation populaire. Les habitants des cercles d'Eupen et de Malmedy - ceux qui avaient au moins 21 ans et résidaient dans les cercles au moins depuis le 1^{er} août 1914 - pouvaient protester contre l'annexion en s'inscrivant nommément, de janvier à juillet 1920, dans des listes se trouvant dans les villes d'Eupen et de Malmedy. Le gouvernement belge devait annoncer le résultat à la Société des Nations, qui prendrait une décision définitive.

Les premières protestations belges contre cette solution ne s'étaient pas fait attendre. Dans un article du journal *Le Peuple*, Louis de Brouckère, membre du comité directeur du Parti Ouvrier Belge (POB), avait fait remarquer avant même la signature du traité : « Il enlève deux arrondissements entiers à l'Allemagne sans consultation préalable des habitants, réservant seulement à ceux-ci le droit d'inscrire leurs objections endéans les six mois dans les registres surveillés par le gouvernement belge, objections dont une commission où les principales puissances disposeront d'une majorité écrasante tiendra ensuite de ces observations le compte qu'elle voudra bien. Ce n'est que la parodie d'une garantie démocratique. Ce vote public, où chaque votant s'expose à la vengeance des parties, est en contradiction absolue avec toutes les traditions des Etats libres. [...] Si la disposition est maintenue, il n'y aura sans doute que fort peu de réclamants, car il n'y a parmi les bonnes gens d'Eupen que fort peu de héros. Mais qui oserait s'en prévaloir et soutenir en conscience que ces populations ont tacitement accepté d'être belges²⁵ ? »

Le résultat de la consultation semblait clair. 271 personnes seulement, sur les 33726 habitants en droit de voter, s'inscrivirent dans les registres. Parmi les protestataires, on trouvait la majorité écrasante de 202 fonctionnaires d'outre-Rhin qui comptaient rentrer en Allemagne en cas d'annexion²⁶. Il est très difficile aujourd'hui de reconstituer la situation pendant les mois de consultation. Mais il est certain que la population n'osa guère manifester une attitude politique ouverte, la peur de représailles, suscitée apparemment par des « agents provocateurs », étant omniprésente. Il serait vain de spéculer sur le résultat éventuel d'un plébiscite secret, mais il est incontestable que le nombre extrêmement réduit de signataires ne représentait pas les véritables sentiments de la population. De ce fait, le 20 septembre 1920, date à laquelle la Société des Nations entérina le résultat malgré les protestations allemandes, est devenu *la* date charnière dans l'histoire des Belges germanophones. Quiconque souhaite

²⁴ Cf. H. DOEPGEN, *Abtretung...* et R. COLLINET, *L'annexion d'Eupen et Malmedy à la Belgique en 1920*, Verviers, 1986.

²⁵ *Le Peuple*, 07-06-1919, p. 1, cité d'après : F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, p. 8.

²⁶ Sur le déroulement de la consultation populaire, voir aussi ; K. PABST, « Eupen-Malmedy... », pp. 279-288 ; F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, pp. 9-10.

comprendre les événements de l'entre-deux-guerres se doit de tenir compte de la césure qu'a représenté le 20 septembre pour les « Nouveaux Belges »²⁷. Si une historiographie scientifique et même certains journaux belges contemporains ont pu qualifier à juste titre la consultation populaire de « farce », de « caricature » ou de « comédie », les possibilités de critiques pour la population d'Eupen-Malmedy furent réduites puisque les porte-paroles de l'opinion publique, les journaux, étaient menacés d'interdiction en cas d'articles jugés subversifs. Il convient cependant de préciser que la place de cet événement et de ses conséquences dans la mémoire culturelle et communicative des Malmédiens n'a jamais fait l'objet de recherches. La peur qu'une telle analyse puisse remettre en question l'image du « bon Belge » ou du « bon Wallon » n'y est certainement pas pour rien.

VI. L'intégration difficile dans l'Etat belge

Différentes solutions furent envisagées pour mettre fin au gouvernement provisoire. Certains proposèrent la création d'une dixième province comprenant les trois cantons, d'autres voulurent accorder une certaine autonomie administrative à un arrondissement administratif. Leurs adversaires jugèrent ces idées contraires à l'assimilation définitive des habitants. Baltia pensa à rattacher Eupen et Malmedy à la province de Liège et Saint-Vith celle du Luxembourg. L'administration provinciale d'Arlon s'y refusa. Finalement, on reprit la proposition du député catholique de Verviers Pierre David, qui prônait le rattachement pur et simple de tout le territoire à la province de Liège. Contre la volonté déclarée des parlementaires du POB, catholiques et libéraux décidèrent aussi de rattacher les cantons à l'arrondissement électoral de Verviers, qui devrait compter six députés au lieu de cinq, et à l'arrondissement administratif de Verviers²⁸.

Au niveau économique, c'est le canton de Malmedy qui « digéra » le mieux le changement de nationalité et la fin du régime transitoire. Ses industries du papier et de la tannerie parvinrent à réorienter leur espace commercial. A Eupen, par contre, le déclin de l'industrie drapière devint irréversible, tandis que les emplois dans d'autres secteurs économiques restaient encore rares. Néanmoins, c'est à Saint-Vith que se firent sentir les conséquences les plus dramatiques de l'intégration à la Belgique. La *Vennbahn*, partie importante du chemin de

²⁷ Voir les réflexions convaincantes dans F. CREMER, « “Verschlussache” Geschichte. Über den Umgang mit der eigenen Vergangenheit », dans ID., C. LEJEUNE et A. FICKERS, *Spuren in die Zukunft. Anmerkungen zu einem bewegten Jahrhundert*, Büllingen, 2001, p. 19-21.

²⁸ K. PABST, « Eupen-Malmedy... », pp. 322-342 ; F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, pp. 11.

fer reliant le bassin de la Ruhr à celui de l'Alsace-Lorraine, ne servit plus à grand-chose, ce qui entraîna la disparition de nombreux emplois créés après sa construction²⁹.

Tout cela contribua certainement au mécontentement de la population, un mécontentement qui allait engendrer progressivement le sentiment d'être des « Belges de seconde zone » après les élections de 1925, c.à.d. les premières élections législatives auxquelles les « Nouveaux Belges » participèrent³⁰. Si la victoire de l'Union Catholique était incontestable, 66,4% des électeurs lui ayant donné leurs voix, le candidat germanophone de l'arrondissement de Verviers, l'avocat Jenniges, ne gagna pas de siège à la Chambre. Un an plus tard, le ministre de l'intérieur refusa de nommer le candidat au poste de bourgmestre de la ville d'Eupen, Léon Trouet, parce qu'il avait des doutes quant à sa loyauté envers l'Etat belge. A sa place, on « importa » le bourgmestre de Lontzen, Hugo Zimmermann. De nombreux habitants ne se sentant plus représentés par l'Union Catholique, on assista alors à la création d'un nouveau parti en janvier 1929, le *Christliche Volkspartei* (CVP), qui défendait ouvertement des positions révisionnistes. Si l'on adjoint à ce parti le POB, qui revendiquait une nouvelle consultation populaire secrète dans ce camp, les élections de 1929 virent plus de 75% des électeurs voter pour un parti révisionniste³¹. Pendant la législature précédente, le POB, qui avait récolté environ 25% des voix en 1925, avait d'ailleurs envoyé à la Chambre un député qui y défendit ardemment les intérêts des « Nouveaux Belges », Marc Somerhausen. Un de ses collègues, le grand homme du mouvement wallon, Jules Destrée, avait déjà livré son analyse de la situation à Eupen-Malmedy pendant les débats autour de la loi d'intégration en 1925 : « Le traité de Versailles et les autres traités ne peuvent rien contre les vœux des populations. Si, à un moment donné, les populations d'Eupen et de Malmedy nous expriment d'une façon quelconque, par une élection, par exemple, leur mécontentement réel, foncier, d'être Belges, alors, malgré le traité de Versailles, je leur dirai: Vous ne voulez pas être dans cette famille belge qui vous tend les bras, vous voulez retourner chez les Prussiens? Eh bien retournez-y³² ! »

En 1929, Marc Somerhausen qui avait toujours fait l'objet des critiques des Pro-Belges catholiques, ne fut plus réélu³³. Le POB maintint sa position jusqu'en 1933 lorsque l'éviction

²⁹ A. MINKE, « Die wirtschaftliche Entwicklung des Grenzlandes Eupen-Malmedy-St. Vith vom Ende des Ancien Régime bis 1940 », dans <www.euregio.net/rdg/politics/minkeneujahr1997.html> [15.09.2008]; ID., « Neue Industriezweige », dans *Grenzland...*, 1, n°33.

³⁰ J. LENTZ, *Das Wahlverhalten in den Kantonen Eupen, Malmedy und St. Vith bei den Parlamentswahlen von 1925-1939*, t.1, Eupen, 2000, pp. 29-55.

³¹ *Idem*, pp. 59-107.

³² *Annales Parlementaires Chambre*, 1924/1925, 04/03/1925, p. 865.

³³ Notamment à cause de son engagement en faveur des soldats de la région pour lesquels il réclama une instruction en allemand. Cf. C. BRÜLL, *Die deutschsprachigen Einheiten in der belgischen Armee zwischen den*

et l'interdiction frappèrent le parti frère, le *SPD* [Sozialdemokratische Partei Deutschlands] allemand, après l'accès au pouvoir du *NSDAP* d'Hitler.

L'affrontement acharné entre les catholiques et les socialistes peut très certainement être considéré comme un des principaux éléments de la faiblesse des actions pro-belges dans les trois cantons. Henri Bragard lui-même, catholique convaincu, en subit souvent les conséquences quand il fit l'objet de critiques très dures de la part des socialistes malmédiens. Entre-temps, les gouvernements belge et allemand étaient entrés dans des négociations de rétrocession des territoires d'Eupen-Malmedy en 1925-1926. Pour les négociateurs belges, c'était essentiellement une question d'argent et de stabilité monétaire. En juin 1926, un accord sembla proche. Finalement l'opposition de la France mit fin à ce projet³⁴. La population ne fut pas au courant de ces négociations jusqu'à ce qu'un journal anglais les évoque en août 1926. Des pourparlers diplomatiques au sujet d'une rétrocession continuèrent néanmoins jusqu'en 1929, sans qu'un résultat concret ne fût obtenu.

VI. Pro-Belges et Pro-Allemands : la radicalisation d'un conflit³⁵

L'évolution des années 1920 avait progressivement entraîné la formation de deux camps³⁶. Au plus tard après les élections de 1929, la société d'Eupen-Malmedy était divisée entre les Pro-Belges, qui s'étaient arrangés avec la nouvelle patrie, et les Pro-Allemands, qui souhaitaient une nouvelle consultation populaire, voire la réintégration à l'Allemagne. Les tendances d'assimilation forcée des « nouveaux Belges » n'avaient pas plu à ces derniers. De plus, les différents gouvernements de la République de Weimar n'acceptaient pas facilement la nouvelle frontière belgo-allemande. Différentes institutions allemandes suivirent d'ailleurs de près la situation dans les territoires d'Eupen-Malmedy³⁷. Ce *Volkstumsarbeit*³⁸ puisait ses

beiden Welkriegen, Saint-Vith, 2004, p. 43-52; ID., « Entre méfiance et intégration. Les germanophones dans l'armée belge 1920-1955 », dans *Cahiers Belges d'Histoire Militaire*, 4(2006), p. 135-166, ici : p. 139-142.

³⁴ Pour ces négociations : K. PABST, « Eupen-Malmedy... », pp. 453-481 ; F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, pp. 10-11 ; J. BARIETY, « Le projet de rétrocession d'Eupen-Malmedy par la Belgique à l'Allemagne, et la France (1925-1926). Un cas d'utilisation de l'arme financière en politique internationale », dans : Centre de recherches en relations internationales de l'université de Metz (éd.), *Les relations franco-belges de 1830 à 1934. Actes du colloque de Metz, 15 et 16 novembre 1974*, Metz, 1975, pp. 325-348 ; M J. ENSSLE, *Stresemann's Territorial Revisionism, Germany, Belgium and the Eupen-Malmedy Question 1919-1929*, Wiesbaden, 1980.

³⁵ Pour une vision très didactique, claire et pointue de cette radicalisation cf. C. LEJEUNE, *Die Säuberung*, t. 1 : *Ernüchterung, Befreiung, Ungewissheit (1920-1944)*, Büllingen, 2005, p. 25-49.

³⁶ Pour un aperçu en langue française, à compléter avec les résultats de la recherche des années 1990 : A. COLIGNON, « Ostkantone », in F. BALACE (éd.), *Les dix-huit jours*, (coll. *Jours de Guerre*, 2), Bruxelles, 1990, pp. 105-114.

³⁷ C. LEJEUNE, *Die deutsch-belgischen Kulturbeziehungen 1925-1980. Wege zur europäischen Integration ?*, Köln, 1993, pp. 119-127.

³⁸ Par ce terme rigoureusement intraduisible, on désigne les activités de certains scientifiques allemands de lutter pour les minorités « allemandes » dans d'autres pays, telles que la Pologne, la France ou encore la Belgique.

fondements intellectuels dans les activités de certains scientifiques allemands – parmi eux, des historiens et certains ethnologues de l’université de Bonn³⁹.

Du côté belge, le résultat des élections conduisit à une nouvelle politique. L’idée d’assimilation rapide fut remplacée par une politique plus bienveillante, tenant à mieux respecter les particularités de la population de la région⁴⁰. Déjà en 1927, des députés catholiques de Verviers avaient fondé un journal de langue allemande qui allait devenir le porte-parole de la tendance résolument pro-belge. Le *Grenz-Echo* occupait en effet une place exceptionnelle dans les efforts destinés à « gagner » la population à la patrie belge⁴¹.

Les élections de 1932 virent le camp révisionniste perdre des électeurs. Mais avec plus de 60% des voix, il remporta toujours une large majorité des suffrages dans les trois cantons. Les raisons expliquant l’avancée de l’Union Catholique, la parti chrétien pro-belge, étaient multiples. Citons dans le désordre : la nouvelle politique belge, des raisons économiques, une attitude peu claire du *CVP* - hésitant entre un plébiscite secret et une rétrocession pure et simple à l’Allemagne, le *POB* qui ne défendait plus aussi vigoureusement une nouvelle consultation populaire et, *last but not least*, une lettre pastorale de l’évêque de Liège appelant à voter pour l’Union Catholique⁴².

L’accès au pouvoir du *NSDAP* en Allemagne fut à cet égard un moment-clé pour un *CVP* en perte de vitesse. Pendant trois ans, l’on assista à des luttes internes au sein du camp révisionniste qui démontrèrent toute la complexité de la nouvelle situation. Si le retour vers l’Allemagne constituait l’objectif commun de tous ses représentants ainsi que de ses électeurs, le processus de la *Gleichschaltung* [mise au pas] du parti et la création d’organisations orientées ouvertement vers les organisations du *NSDAP*, telles que les *Segelflieger* [société de vol à voile] ou encore les *Bogenshützen* [société de tireurs à l’arc], les tendances anti-catholiques manifestées par les adeptes d’Hitler ne furent pas vues d’un bon œil par une partie des milieux pro-allemands d’Eupen-Malmedy. Officiellement, le IIIe Reich, contrairement à la République de Weimar, ne remettait pas en question la frontière belgo-allemande⁴³, mais les activités de certains réseaux comme le *Verein für das Deutschtum im Ausland* [société pour la protection de la germanité à l’étranger] devinrent plus intenses qu’auparavant. De même, la production scientifique déjà mentionnée se radicalisa et mit toute sa compétence au

³⁹ C. LEJEUNE, « Des Deutschtums... », pp. 500-510.

⁴⁰ C. LEJEUNE, « Im Schatten des Dritten Reichs », dans *Grenzland...*, 2, n° 69

⁴¹ G. HAVENITH, *Le Grenz-Echo, 1927-1940. Une voie vers l’intégration ?*, Université de Liège, Liège, 1995, 2 vol. (mémoire inédit en histoire).

⁴² J. LENTZ, *Wahlverhalten...*, t.1, pp. 111-153.

⁴³ P. KLEFISCH, *Das Dritte Reich und Belgien 1933-1939*, Frankfurt, 1988. Pour une approche originale de la question, voir F. BERNARD, *La Belgique à travers les journaux de Joseph Goebbels*, Université de Liège, t.1, Liège, 2003, pp. 84-89 (mémoire inédit en histoire).

service des nouveaux potentats de Berlin⁴⁴. Dans ce contexte, il faut évoquer les problèmes majeurs dans l'interprétation qui se posent pour ces années. Primo, il faut souligner que « pro-allemand » et « nazi » ne peuvent être considérés comme synonymes. Secundo, si la plupart des Pro-Allemands avaient du mal à accepter les invectives anti-catholiques d'outre-Rhin, il n'en reste pas moins que les activités allemandes dans les territoires d'Eupen-Malmedy y trouvèrent des adeptes volontaires. La difficulté est de différencier et de nuancer ces phénomènes pour chercher des explications⁴⁵. Un exemple de ces difficultés d'interprétation – qui désigne-t-on comme nazi et qui est pro-allemand ? – est la création du nouveau parti, le *Heimattreue Front (HF)* qui rassemblait tous les révisionnistes, en 1935/1936⁴⁶. Le *HF* se donna une hiérarchie similaire à celle du *NSDAP*, alors que la presse pro-allemande regorgeait d'hymnes vantant les succès de la politique hitlérienne. La *Kommunikationsschranke* [barrière de communication] entre les deux camps fut alors encore renforcée⁴⁷. Le *HF* ne participa pas aux élections de 1936 et, même si l'on compte les voix nulles comme des voix pour le nouveau parti (le *HF* avait demandé à ces électeurs de rendre un bulletin nul), on assista pour la première fois à une majorité de voix non-révisionnistes. Une explication possible est l'abandon par les socialistes de leur revendication d'une nouvelle consultation⁴⁸. Dans le canton de Malmedy, il faut souligner le succès de Rex qui y récolta 31,1 % des voix valides. Les raisons de cette percée ne sont pas claires : s'agit-il de la revendication d'un régime fort, coïncidant avec le manque d'éducation démocratique de la population ou – hypothèse à vérifier – du fait que le parti de Rex ait rallié les prêtres de la région ?

La Belgique avait pris des mesures contre l'agitation nazie et expulsé en 1935, après les avoir « dénationalisés » quatre leaders du mouvement pro-allemand des cantons⁴⁹. Mais ce fut la seule fois qu'on appliqua cette loi votée en 1934⁵⁰.

⁴⁴ C. LEJEUNE, « Des Deutschtums... », pp. 511-523 ; ID., *Kulturbeziehungen...*, pp. 127-154.

⁴⁵ C'est à mon sens la plus grande erreur commise par B. KARTHEUSER, *Die 30er Jahre in Eupen-Malmedy. Einblick in das Netzwerk der reichsdeutschen Subversion*, Neundorf, 2001 (éd. française : *Les années 30 à Eupen-Malmedy. Regard sur le réseau de la subversion allemande*) qui utilise une documentation très dense pour souligner - à juste titre - l'intensité des activités allemandes - à caractère nazi - dans les territoires et qui montre l'enthousiasme de certains révisionnistes pour ces idées. Cependant, au lieu de tenter des explications et de chercher à comprendre (p. ex. en tenant compte de facteurs d'explications sociologiques ou proposées par la psychologie sociale), il se livre à des jugements moralement chargés et, ainsi, fait disparaître (inconsciemment ?) la différenciation - essentielle - entre Pro-Allemands et Nazis. Voir aussi les remarques de C. LEJEUNE, *Säuberung...*, t. 1, p. 21 et P. M. QUADFLIEG, « *Zwangssoldaten* » und « *Ons Jongen* ». *Eupen-Malmedy und Luxemburg als Rekrutierungsgebiet der deutschen Wehrmacht im Zweiten Weltkrieg*, Aix-la-Chapelle, 2008, pp. 25-26.

⁴⁶ K. PABST, « Eupen-Malmedy... », pp. 391-414.

⁴⁷ H. CHRISTMANN, *Presse...*, pp. 411-525.

⁴⁸ J. LENTZ, *Wahlverhalten...*, pp. 163-233.

⁴⁹ *Moniteur belge*, 30 juillet 1934, p. 4242 et sv.

⁵⁰ F. CREMER et W. MIESSEN, *Spuren...*, p. 13.

L'affrontement entre les deux camps se radicalisa encore dans le contexte de la politique étrangère de l'Allemagne hitlérienne. Le referendum dans la Sarre, l'occupation militaire de la Rhénanie, l'*Anschluss* de l'Autriche, la question des Sudètes et finalement l'annexion de la Tchécoslovaquie faisaient grandir l'espoir dans les milieux pro-allemands que le Reich allait également réintégrer le territoire d'Eupen-Malmedy. Les milieux pro-belges, incarnés par le *Grenz-Echo* et son rédacteur en chef, Henri Michel, réagirent vigoureusement, notamment en répétant sans cesse un mot d'Hitler, selon lequel la question des Sudètes « est la dernière revendication territoriale que j'ai à soumettre à l'Europe⁵¹. » C'est dans ce climat extrêmement tendu que les Belges étaient appelés aux urnes le 2 avril 1939.

Habilement, la *Katholische Union* déclara que les élections devaient trancher entre *Christenkreuz* et *Hakenkreuz*, entre croix chrétienne et croix gammée⁵². D'ailleurs, comme en 1932, l'évêque de Liège encouragea le vote en faveur de l'Union Catholique.

Il en résulta pour la première fois une majorité de suffrages exprimés pour des partis non ouvertement pro-allemands ou révisionnistes. Bien que le *Heimattreue Front* ait récolté la majorité relative des voix (45,2%), les élections constituaient une défaite et une perte de prestige pour le parti révisionniste. Néanmoins, parler d'une victoire pour la Belgique ou encore d'un « plébiscite virtuel » paraît exagéré. Certes, une grande partie de la population s'était accommodée entre-temps de la « nouvelle patrie ». Mais il est pratiquement certain que parmi les électeurs de partis pro-belges, de nombreux habitants des cantons se considéraient toujours comme appartenant au peuple allemand. Seulement, un retour dans une Allemagne nazie leur semblait peu souhaitable. « Ils préféraient la sécurité relative de la Belgique démocratique à l'incertitude de l'Allemagne totalitaire qui réprimait le catholicisme, tant répandu dans les cantons, et qui menait une politique extérieure agressive⁵³. »

Il est à noter que le résultat de 43% pour le *HF* dans le canton de Malmedy resta en dessous du résultat total pour les trois cantons, mais y constitua néanmoins le plus grand succès électoral d'un parti révisionniste ou pro-allemand depuis 1925 (et ce contrairement aux deux autres cantons).

Cinq mois après les élections, l'armée belge mobilisait et la « drôle de guerre » créait à Eupen-Malmedy une ambiance oscillant entre espoir et crainte. « TAA » (troupes auxiliaires d'armée) et « désertions », tels sont deux des maîtres-mots pour résumer cette ambiance. En effet, l'état-major général de l'armée belge et le ministère de la Défense nationale se posèrent la question de la fiabilité des soldats – miliciens et réservistes – issus de la région d'Eupen-

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² J. LENTZ, *Wahlverhalten...*, pp. 239-329.

⁵³ *Idem*, p. 329. Cf. C. LEJEUNE, *Säuberung*, t. 1, pp. 37-43 et P.M. QUADFLIEG, *Zwangssoldaten...*, pp. 32-33.

Malmedy⁵⁴. A la fin de 1939, l'on décida de retirer tous les soldats de la région d'Eupen-Malmedy des unités combattantes et de les verser dans les TAA qui ne disposaient que de très peu d'armes par bataillon et qui étaient destinés à de simples services d'étapes. Ce n'est que sur les protestations énergiques du cabinet du Premier ministre que cette mesure fut partiellement révoquée ou que son exécution fut suspendue. La propagande allemande profita de cet acte de méfiance pour justifier les désertions de jeunes hommes de l'armée belge et le départ des jeunes soldats vers l'Allemagne, où nombre d'entre eux s'engagèrent dans le *Bau-Lehr-Bataillon z.b.V. 800* [bataillon construction-instruction à utilisation spécifique], mieux connu sous le nom de *Brandenburger* [du nom du Brandebourg, région natale d'une grande partie des soldats qui le composaient]. Ces jeunes hommes devinrent en partie les guides pour la Wehrmacht lors de l'attaque allemande du 10 mai 1940. Si les désertions n'étaient pas encouragées par tous les organismes allemands et concernaient probablement tout au plus dix pour-cent des jeunes soldats de la région, elles reflètent néanmoins toute l'ambiguïté de la situation des habitants d'Eupen-Malmedy et symbolisent la part de la population qui n'espérait que la réintégration par l'Allemagne.

VII. Le 10 mai 1940 et l'annexion au Reich

« L'enthousiasme a été le plus fort, là où la séparation de la patrie allemande était la plus douloureuse, à Malmedy [...]. Environ 10.000 Wallons, appelés "Wallons prussiens" par les Belges, dont une grande partie ne comprend même pas la langue allemande, sont dans leur majorité des Allemands fanatiques. [...] Le cri "Heil" et "Heil Hitler" est connu par ces Wallons⁵⁵. » Exagération d'un ouvrage de propagande allemand ? Reflet exact de réalité ? Les événements du 10 mai 1940 et plus particulièrement l'accueil des troupes allemandes par les habitants d'Eupen-Malmedy ont fait couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, les historiens s'accordent à dire que l'enthousiasme du 10 mai 1940 n'était pas une simple invention de la propagande allemande, mais était partagé par de larges couches de la population, même s'il est difficile de connaître la proportion de ceux qui restèrent chez eux, sans participer aux manifestations de joie est difficile à connaître. Les défenseurs de la Belgique qui n'avaient pas encore quitté la région furent les premiers à subir l'ordre du nouveau régime – une vague d'arrestations le prouve. A Malmedy, le bourgmestre socialiste de l'entre-deux-guerres, Joseph Werson, fut arrêté en juillet 1940 et décéda dans le camp de concentration de

⁵⁴ Pour ce qui suit voir C. BRÜLL, « Méfiance... », pp. 151-158 et P.M. QUADFLIEG, *Zwangssoldaten...*, pp. 37-41.

⁵⁵ J. BÖHMER, *Eupen-Malmedi bleibt deutsch!*, Eupen, 1941, pp. 30 et ss.

Sachsenhausen. La politique d'assimilation ou d'intégration menée par les autorités belges dans des conditions souvent difficiles avait été un échec très net⁵⁶.

Le 18 mai 1940, le territoire d'Eupen-Malmedy fut rattaché au Reich par un *Führererlass* [décret du *Führer*], une dizaine de jours plus tard, dix communes de la « vieille » Belgique furent annexées au Reich par un *Verwaltungserlass* [arrêté administratif]. Nous ne nous attarderons pas ici sur les multiples facettes de l'intégration administrative et politique des territoires dans l'Allemagne hitlérienne. Elles ont été décrites et analysées dans d'autres ouvrages de qualité⁵⁷. Il convient par contre de s'intéresser à la réaction du gouvernement belge à l'annexion du 18 mai 1940. Longtemps, on a cru qu'en 1943 – déjà tardivement, donc –, le Premier ministre Pierlot aurait protesté sur les ondes de la BBC contre cette atteinte au territoire belge. Force est de constater qu'aucune preuve ne peut corroborer cette vision des choses. Qui plus est, les recherches de ces dernières années ont amené certains historiens à affirmer que le gouvernement belge n'a jamais protesté contre l'annexion d'Eupen-Malmedy par le Reich et l'aurait de ce fait tacitement acceptée⁵⁸. Il faut attendre un mémorandum du 26 août 1944 pour le *European Advisory Council* (un organisme allié chargé de l'organisation de l'après-guerre), deux semaines avant la libération, pour que le gouvernement formule la revendication du rétablissement des frontières d'avant-guerre.

Au-delà de la question juridique de sa reconnaissance par le gouvernement belge, l'annexion des territoires par l'Allemagne constituait un fait de guerre. Les mesures que les Allemands prirent à l'égard de la population le confirmaient. Ainsi, le sort des habitants d'Eupen-Malmedy sous le régime allemand est intimement lié à l'enrôlement des jeunes hommes dans la Wehrmacht qui débuta en automne 1941. Dans la mémoire collective de la région, ils sont connus sous le nom d'« enrôlés de force ». Ce terme reflète cependant la tendance à la victimisation qui caractérise le discours social sur la Seconde Guerre mondiale dans la région. De plus, il cache le fait que la plupart des soldats se comportèrent en parfaits soldats

⁵⁶ M. R. SCHÄRER, *Deutsche Annexionspolitik im Westen. Die Wiedereingliederung Eupen-Malmedys im zweiten Weltkrieg*, 2^e Francfort s. M., 1978, pp. 40-49; P.M. QUADFLIEG, *Zwangssoldaten...*, p. 40; C. LEJEUNE, *Säuberung...*, t.1, pp. 55-59.

⁵⁷ M.R. SCHÄRER, *Deutsche Annexionspolitik...* et C. LEJEUNE, *Säuberung...*, t.1.

⁵⁸ Sur la l'absence de réaction en 1940, voir L. DE VOS et T. VANDAMME, « Der Verzicht Belgiens auf die Ostkantone im Jahr 1940 », dans : *Zwischen Venn und Schneifel*, 1995, n°7, pp. 119-122. Le silence du gouvernement belge a été souligné pour la première fois par un historien verviétois, voir: J. WYNANTS, « Les autorités belges et la situation des Cantons de l'Est 1940-1944 », dans : *Bulletin d'information du Centre liégeois d'Histoire et d'Archéologie Militaires*, t. IX, fasc. 1, mars 2004, pp. 15-26. Ces arguments sont encore étoffés par C. LEJEUNE, *Säuberung...*, t. 1, pp. 63-75.

allemands pendant les années de guerre⁵⁹. En dernier lieu, il empêche tout débat sur une éventuelle participation de ces hommes à des crimes de guerre de la Wehrmacht⁶⁰.

Durant le conflit, les morts sur le front de l'est entraînaient progressivement un changement d'attitude au sein de la population. L'enthousiasme et les sentiments pro-allemands firent place à la prudence, voire à l'indifférence. C'est dans cette ambiance que furent accueillis les « libérateurs » américains.

VIII. La fin de la guerre

Tandis que la libération du nord du territoire d'Eupen-Malmedy en septembre 1944 marqua la fin des années de guerre et le début des vagues d'épuration privées, puis officielles, le sud avec les deux villes de Malmedy et de Saint-Vith paya un lourd tribut lors des dernières tentatives désespérées de l'armée allemande de passer à la contre-attaque. La bataille des Ardennes y a laissé des marques ineffaçables. Destruction et mort montrèrent une dernière fois le terrible visage de la guerre.

Cependant, après la libération définitive, le calme ne put s'installer dans la région. L'épuration civique allait déterminer le climat social et politique pendant des décennies. La vision de l'histoire qui fut propagée était celle d'une Belgique victorieuse sans références à Eupen-Malmedy. Toute autre conception fut condamnée et bannie. Le fait que le gouvernement belge ne reconnut jamais l'annexion des territoires par l'Allemagne – ce qui était juridiquement son droit le plus strict – et qu'il refusa ainsi dans l'immédiat après-guerre de tenir compte de la situation spéciale de leurs habitants, alors qu'il trouvait une sanction spéciale pour eux (la déchéance de la nationalité belge), créa un climat de tensions et de dénonciations dont les cicatrices n'ont pas encore disparu.

IX. En guise de conclusion : quelques réflexions à propos de Malmedy et son passé récent

« [Le territoire d'Eupen-Malmedy] présente de nombreux problèmes. Les habitants ont changé de nationalité trois fois pendant les trente dernières années, en fonction de la fortune de guerre et des revendications respectives des autorités belges ou allemandes. Il reste que la population d'Eupen et de Malmedy a été constituée tantôt de bons Belges, tantôt de bons Allemands, pour le moment, ces gens sont de bons Belges...⁶¹ » La capacité de mutation de sentiments nationaux exprimée ici par un fonctionnaire britannique en 1947 doit être prise en

⁵⁹ Voir P.M. QUADFLIEG, *Zwangssoldaten...*, passim.

⁶⁰ Voir les réflexions de l'auteur dans C. BRÜLL, « Passé mouvementé... », p. 36 et ID., « Méfiance... », pp. 161-162.

⁶¹ National Archives (GB) / FO 1049/933, Direction permis de voyage à Political Division, 5.3.1947, cité d'après A. FICKERS, « Gedächtnisopfer... », 42.

compte dans toute analyse de la situation de cette région frontalière. Une telle approche sereine n'est pas une chose aisée. Si les historiens dans l'actuelle Communauté germanophone de Belgique ont pu corriger certaines images de l'histoire du XX^e siècle dans leur région à travers de nombreux travaux entrepris depuis les années 1990, force est de constater qu'un tel processus n'est pas encore amorcé à Malmedy.

Le seul fait de mettre en évidence la petite élite wallonne qui lutta courageusement pour la Belgique et, dans une moindre mesure, pour sa démocratie – à l'image d'un Henri Bragard ou d'un Joseph Werson – ne permet pas d'expliquer pourquoi l'attitude d'une majorité de la population malmédienne ne différait en rien de celle des Eupénois ou des Saint-Vithois, alors que la langue française facilitait considérablement l'intégration dans l'Etat belge et que la culture wallonne semblait si proche de celles de communes voisines qui avaient toujours été belges.

Pour l'entre-deux-guerres et les années de guerre, le correctif que peuvent représenter les contemporains pour l'historien disparaît avec eux, seuls les documents et les traditions orales sont encore là pour étoffer la base documentaire. Par contre, celui qui veut comprendre le poids du passé sur cette région, doit également examiner les années d'après-guerre et, ici cette fois, témoins existent toujours. Supprimer les obstacles à la communication entre les générations présentes et futures n'est pas le moindre des objectifs d'un tel travail d'histoire et de mémoire.

Christoph Brüll
Historien
Université d'Iéna (Allemagne)